

OUTGOING CLEAR

LEOPOLDVILLE

3 March 1961

ONUC

STANLEYVILLE

SV- 236 DURAN FROM DAYAL

Please transmit to Mr. Gizenga the following message sent by  
the Secretary General: QUOTE.



"J'ai précédemment appelé votre attention sur le fait que, le 21 février 1961, le Conseil de sécurité a adopté une résolution concernant le Congo. Vous vous rappellerez qu'au paragraphe A-2 du dispositif de cette résolution, le Conseil demande que les mesures soient prises pour le retrait et l'évacuation immédiate du Congo de tous les personnels militaire et paramilitaire et conseillers politiques belges et d'autres nationalités ne relevant pas du Commandement des Nations Unies, ainsi que des mercenaires.

En vue de l'importance de ce paragraphe pour le paragraphe précité je cite aussi le paragraphe 3. "Frie tous les états de prendre immédiatement des mesures énergiques pour empêcher sur leur territoire le départ de ces personnels pour le Congo et leur refuser le passage et autres facilités."

Comme suite à cette résolution, j'ai, le 22 février 1961, adressé au Gouvernement belge une lettre qui a maintenant été publiée comme document de l'Organisation des Nations Unies (annexe I). Je souhaite par la présente communication, appeler d'urgence votre attention sur cette lettre, ainsi que sur la réponse que le Représentant permanent de la Belgique a fait parvenir le 27 février dernier et qui a également été publiée (annexe II, A et B). Vous trouverez ci-joint le texte de ces documents. Je voudrais aussi porter à votre connaissance la lettre complémentaire que j'ai adressée au Gouvernement belge le 2 mars 1961, dont vous trouverez également copie ci-joint (annexe III).

Je voudrais d'abord attirer votre attention sur les observations du Gouvernement belge touchant les officiers et sous-officiers qu'avant le 1er juillet 1960, il avait mis à la disposition de l'ancienne force publique en vertu de l'article 250 de la Loi fondamentale. Le Gouvernement belge déclare qu'il "demande" aux autorités congolaises - et ces termes s'appliquent également aux autorités <sup>de</sup> Stanleyville - de libérer ces officiers et sous-officiers de la mission



qui leur a été confiée au moment où celle-ci pourra être reprise dans les mêmes conditions d'efficacité par les forces des Nations Unies, avec l'accord de ces autorités.

En application de la résolution du Conseil de sécurité demandant instamment des mesures pour empêcher la guerre civile, la cessation de toutes opérations militaires, la prévention des combats et le recours à la force, si besoin est, en dernier ressort (paragraphe A-1), l'ONUC est prête à fournir du personnel, dans les limites requises, pour assumer les fonctions de protection légitimes et nécessaires. Compte tenu aussi des autres dispositions de la résolution demandant instamment que les unités et le personnel armés congolais soient réorganisés, soumis à une discipline et à un contrôle et empêchés d'intervenir dans la vie politique du Congo, vous comprendrez, j'en suis certain, qu'en ce qui concerne l'application de cette disposition, toutes les raisons dont on a pu penser qu'elles faisaient obstacle à la relève des personnels de toutes autres nationalités étrangères ne relevant pas des Nations Unies doivent être considérées comme ayant perdu toute valeur.

Pour ce qui est des officiers et sous-officiers qui étaient membres de l'armée belge jusqu'au moment où ils ont été mis à la disposition des autorités congolaises après le 1er juillet 1960 pour aider les officiers de l'ancienne force publique dans leur tâche d'encadrement et de formation, vous aurez noté que "des mesures sont prises par l'autorité militaire belge pour les rappeler en Belgique". Il fait manifestement espérer que vous prêterez votre concours, de façon que cette disposition soit immédiatement et entièrement appliquée.

Il y a, enfin, les mercenaires recrutés par diverses autorités congolaises à l'étranger. Vous aurez noté que le gouvernement belge déclare ne porter aucun intérêt à ces nationaux et désapprouver leur entreprise. J'ai aussi attiré votre attention sur les termes catégoriques du paragraphe A-3 adressé par le Conseil de sécurité à tous les états, invitant à rejeter le territoire national, qu'il s'agisse d'un territoire ou d'un territoire sous administration, que les poursuites



seront intentionnés contre les promoteurs du recrutement qui se sont mis en contravention avec la législation en vigueur. Je désire faire remarquer que la lettre ci-jointe, en date du 2 mars, adressée au gouvernement de la Belgique précise que cette interprétation du gouvernement belge n'a pas été acceptée comme étant conforme à la résolution du Conseil de sécurité.

L'examen de la résolution du Conseil de sécurité montre clairement qu'en plus des mesures à prendre par le gouvernement belge et, le cas échéant, par d'autres pays étrangers, des mesures urgentes sont également requises de la part des autorités congolaises, y compris celles <sup>de</sup> Stanleyville. L'Organisation des Nations Unies, qui compte fermement que toutes les mesures nécessaires pour exécuter la résolution seront dûment et rapidement prises par tous les intéressés, est prête à aider à l'application de cette résolution, dans le cadre de son mandat renforcé.

A cet égard, et à titre de première mesure, je vous demande de communiquer immédiatement au Représentant des Nations Unies des renseignements exacts et complets sur le personnel <sup>étranger</sup> qui se trouve en Orientale <sup>et au Kivu</sup> et auquel les dispositions de la résolution du Conseil de sécurité s'appliquent. Ces renseignements aideront aussi à évaluer le personnel nécessaire pour remplacer le personnel interdit.

Je vous demande également de faire savoir le plus rapidement possible au Représentant des Nations Unies quelles mesures seront prises sous votre autorité pour exécuter la résolution du Conseil de sécurité, en indiquant des dates limites lorsqu'il y a lieu, et de continuer à tenir le représentant des Nations Unies au courant des progrès réalisés dans la mise en œuvre de la résolution jusqu'au moment où le programme aura été mené à bien, à une date prochaine.

Les procédures ci-dessus devront nécessairement s'appliquer aussi aux conseillers politiques qui, aux termes de la résolution du Conseil de sécurité, doivent également être retirés et évacués, et l'Organisation des Nations Unies est prête, à cet égard, à fournir un concours analogue aux autorités congolaises."



## UNITED NATIONS - NATIONS UNIES

INDICATE  
PRIORITY

SVC Service	FFFFF Routine	SSSSS Priority	PRIORITE NATIONS
----------------	------------------	-------------------	---------------------

Priorité Nations traffic  
is strictly limited.

NR

VIA FLASH

Address (es)

DNUC

STANLEYVILLE

3 March 1961

(TEXT &amp; SIGNATURE)

insert prefix &amp; / or number as required

USE DOUBLE SPACING.

DURAN FOR SPECIAL REASONS ANXIOUS YOU TRY ARRANGE URGENTLY MEETING WITH  
 PROVINCIAL GOVERNMENT AUTHORITIES WITH GROUP FROM HERE COMPOSED OF  
 THELEN CHIEF DELEGATE RED CROSS LEAGUES CMA DUNCAN SMITH REPRESENTING GRUN  
 POSSIBLY VESSE STATISTICIAN  
 CMA CROFTS FAO AGRICULTURAL MARKETING RESEARCH SPECIALIST PLUS MEMBER  
 CONGOLESE RED CROSS AND OF COURSE YOURSELF TO ASSESS EARLY AS POSSIBLE  
 NEEDS FOR ASSISTANCE TO CIVILIAN OPERATIONS AS REGARDS FOOD AND MEDICINES  
 STOP PLEASE FLASH REPLY

Align 5684 - 100,000 - 26/10/60

T. O. R.

BY :

T. O. D.

Drafted by :

Authorized : SLinner

Date :



OUTGOING CODE

TO : DURAN, STANLEYVILLE  
FROM : KELLY, LEOPOLDVILLE  
DATE : 3 March 1961  
No. : SV- 235

Your Civ 248 paragraph 2, on Champagne. Have put suggestion regarding Uganda to French Embassy, but they replied that either Champagne comes out on medical grounds as an invalid, or else he comes out on a posting to another job in Uganda. We cannot pursue the two mutually incompatible lines at the same time. French Embassy therefore requests final advice and decision as to which of the two approaches is more likely to get Champagne out, and therefore the line to be adopted.



Round Table P.L.  
SV

OUTGOING CODE - FLASH

TO : DURAN, STANLEYVILLE  
FROM : DAYAL, LEOPOLDVILLE  
DATE : 3 MARCH 1961  
NO. : SV- 234

Ileo, Bolikango, Adoula, Kabangi and a few others are leaving in a few hours for Tananarive. Adoula and Kabangi told us their great hope that Gizenga would attend. When apprised that Gizenga had expressed desire to go if invited, Adoula displayed genuine surprise and anxiety saying that formal invitation had been cabled to Gizenga ~~him~~ from Elisabethville on 28 February and repeated by telex from Leopoldville on 2 March. Adoula further said that before emplaning they would send us a cable requesting us to facilitate Gizenga's trip and attendance. Kamitatu and Mahamba alerted will be ready to go on short notice.



A.C.

OUTGOING CODE - IMMEDIATE

TO : Mac Eoin, Stanleyville  
From : Dayal, Leopoldville  
Date : 3 March 1961  
No : SV-233

1. French Consul Lambrocini, who has been to Kindu reports Nazaruddim as saying that the situation of the 300 Europeans in the area is tragic and hourly getting worse and fears ~~of~~ a general massacre of the white population of Maniema. Also that Nazaruddim stated the local authorities there had informed him they intended to forbid all departures from Kivu and to consider Europeans who attempted to leave as traitors.
2. Furthermore, East German Red Cross Hospital <sup>works</sup> ~~of~~ Peterhoff, just arrived Leo from Kindu, reports conditions for Europeans there as "impossible". In particular, he mentioned five cases for whom immediate evacuation is necessary to save their lives; they are three nuns and two priests accommodated in the Kindu mission. One nun has a broken shoulder which if not attended to immediately will be incurable and may prove fatal. A second nun has a broken shoulder bone; the third nun, 65 years old has been raped and is losing her sanity. One priest, over 65 years old, has been very badly beaten and has a bad heart; the other priest has an open wound in the chest with hemorrhage of the lungs. The local hospital is not working and the necessary medical attention cannot be given to these five patients. The local authorities have refused permission to evacuate them. Would suggest that, apart from the general principle of evacuation, you request Stanleyville authorities authorize immediate evacuation these five cases by air.